

# RAPPORT DES ÉLU-ES FÉDÉRAUX 2025

## Introduction

La législature se poursuit comme elle a commencé, avec une droite décomplexée qui s'aligne de plus en plus sur l'UDC et impose sa vision ultraconservatrice au parlement.

Le Conseil fédéral sous la houlette de K. Keller-Suter et le parlement ont massivement augmenté le budget de l'armée et diminué drastiquement les engagements pour l'aide au développement : une diminution d'environ 600 millions avec les décisions cumulées des budgets 2025, 2026 et le paquet d'allègement 27-29.

Le fait d'avoir gagné la 13<sup>e</sup> rente AVS dans les urnes et la volonté du parlement d'augmenter le budget de l'armée servent de prétexte pour tailler dans les rubriques de la formation, de la santé publique, des transports publics, de l'environnement, de la recherche et de la culture. Des coupes importantes ont aussi été imposées dans les dépenses de fonctionnement ce qui va affaiblir les prestations publiques à la population. Cette volonté s'est traduite par les coupes prévues dans le paquet « d'allègement » budgétaire adopté à la session de printemps des chambres fédérales.

Alors que les primes d'assurance-maladie continuent d'augmenter, la droite a proposé d'augmenter la franchise de base et d'imposer une taxe de 50 francs pour certaines consultations en urgence. Ces projets sont toujours en discussion. Rappelons aussi que la population a malheureusement accepté le projet EFAS dont il faudra surveiller la mise en œuvre. Dans le domaine de la prévention, la loi d'application de l'initiative « Enfants sans tabac » est d'une faiblesse affligeante.

La protection des locataires est régulièrement attaquée mais grâce aux actions de l'Asloca et de la mobilisation populaire, il est possible de contrer des décisions qui visent à affaiblir le droit du bail.

Sur les questions sociétales, il est néanmoins possible d'obtenir quelques victoires à l'instar de l'introduction du délit de stalking dans le droit pénal (harcèlement obsessionnel). Plus récemment, un projet pour faciliter le désendettement a passé la rampe du parlement. Concernant la politique familiale, nous avons réussi à faire aboutir le contre-projet à l'initiative sur les crèches. Celui-ci permettra aux familles de recevoir une allocation de garde pouvant aller jusqu'à 500.- par enfant accueilli par une structure d'accueil extra-familial. Un pas très important pour le pouvoir d'achat des familles.

Des échéances importantes nous attendent prochainement, à savoir le référendum contre les assouplissements de la loi sur le matériel de guerre, les initiatives de l'UDC sur la neutralité et celle pour une Suisse à 10 millions d'habitants ainsi que le paquet des Bilatérales III avec l'UE. Les défis ne manqueront pas pour la deuxième moitié de la législature.

Le groupe socialiste et les élue-es genevois-es s'engagent sans relâche pour combattre ces politiques antisociales et promouvoir nos valeurs de solidarité et de responsabilité vis-à-vis de la population, en particulier des personnes les plus vulnérables.

## Carlo Sommaruga, Conseiller aux États

### 1) Mandats parlementaires

- Commission de politique extérieure CE, président

- Délégation pour les relations avec le Parlement italien, président
- Délégation parlementaire aux rapports avec la Francophonie, président
- Commission des affaires juridiques CE
- Commission de l'économie et des redevances CE
- Commission de gestion CE
  - Sous-commission DFJP-Chancellerie fédérale, Président
  - Sous-commission Tribunaux-Ministère public de la Confédération
- Commission judiciaire
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'AELE et l'UE, Suppléant

Il convient de noter que les mandats de présidence ont débuté le 01.12.2025 et s'achèveront le 01.12.2027.

## **2) Mandats extraparlimentaires**

**Carlo Sommaruga assume des responsabilités dans les organisations suivantes :**

- Solidar, Président
- ASLOCA Suisse, Président
- Comité « Halte aux magouilles immobilières », Président
- Editions de l'ASLOCA, secrétaire
- ASLOCA-Romande, secrétaire
- Organisation des Suisses de l'étranger, membre du comité
- Swissaid, membre du Conseil de fondation

## **3) Travail parlementaire**

**Carlo Sommaruga** a déposé des objets parlementaires dans les domaines suivants :

Logement :

- motion demandant de mettre fin aux loyers abusifs en soumettant les loyers à un examen périodique automatique ;
- postulat pour trouver des mesures en faveur des locataires vulnérables lors de leur arrivée à la retraite ou victimes d'éviction lors d'opérations de démolition-reconstruction ou rénovations des immeubles locatifs ;
- postulat demandant un rapport sur la problématique de la rémunération des suretés fournies par le locataire à la conclusion du bail, en particulier sur la rémunération des suretés versées par le locataire sur des comptes bloqués auprès des banques et les solutions qui peuvent être trouvées pour que le locataire soit dans une situation juste et équitable.

Politique internationale :

- postulat demandant un bilan de la mise en œuvre de la Loi sur les Suisses de l'étranger, 10 ans après son entrée en vigueur, afin de savoir si ladite loi nécessite des ajustements ;

- motion pour que la Suisse mette en œuvre la déclaration de New York sur le règlement pacifique de la question de la Palestine et la mise en œuvre de la solution à deux États ;
- demande à la Suisse de contraindre Israël à mettre fin aux opérations militaires avec Gaza et y permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment par la coopération avec Nations Unies au regard de la Convention de Genève ;
- interpellation liée à l'agression du Rwanda contre la RDC, demandant notamment au Conseil fédéral s'il juge utile : des sanctions à l'encontre du Rwanda, la suspension de la collaboration avec les autorités rwandaises et une enquête sur l'origine des minerais exportés par le Rwanda ;
- USAID : interpellation concernant les conséquences de l'arrêt des financements de l'USAID et des coupes de la Coopération internationale suisse, ainsi que les mesures à mettre en œuvre la défense des droits de l'homme dans un contexte international instable ;
- USAID : motion demandant la convocation d'une conférence internationale permettant d'analyser les coupes massives de l'USAID sur l'aide humanitaire et la coopération au développement, permettant de trouver un moyen de garantir un soutien aux régions en nécessité et atteindre les objectifs de l'ONU en matière de développement durable.

Loi sur la nationalité et entraide internationale en matière pénale :

Question demandant au Conseil fédéral le retrait de la nationalité suisse et l'expulsion du terroriste néo-fasciste italien Marco Toffaloni, responsable du drame de la Piazza della Loggia en 1974, causant 9 morts et une centaine de blessés, lors de sa condamnation définitive par la justice italienne pour acte terroriste

4) Déplacements parlementaires :

- Chine : Délégation parlementaire AELE/UE
- Bruxelles : Délégation parlementaire AELE/UE
- Argentine/Uruguay : Commission de politique extérieure
- France : Délégation à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
- Islande : Délégation à l'assemblée parlementaire de la Francophonie

## **Laurence Fehlmann Rielle, Conseillère nationale**

### **1) Mandats parlementaires**

- Commission des finances,
  - Sous-commission 2 en charge du DFAE et DEFR
- Commission de politique extérieure
- Membre suppléante de la Délégation des Finances
- Délégation parlementaire à l'Union Interparlementaire (UIP)
  - Membre du Comité des Droits de l'Homme des parlementaires
  - Membre du Comité pour les questions liées au Moyen-Orient

### **2) Mandats extraparlimentaires**

- Université des Cultures de Genève (ex-Université pop. albanaise) – UPA, présidente

- Association pour la prévention du tabagisme (AT), présidente
- Réseau Romand - ASA (handicap mental), présidente
- Association Suisse Birmanie, présidente
- Association Helvetia Latina, vice-présidente
- SGIPA, membre du Conseil de Fondation
- LICRA, membre du comité
- Groupe santé du FARES (Féd. Assos Retraité-es et Entraide), présidente

### **3) Travail parlementaire**

#### **Santé :**

- Postulat : face au risque d'épidémie d'obésité, la Suisse doit prendre des mesures plus efficaces
- Interpellation : Pour l'introduction généralisée sur Nutriscore
- Motion : Pour la ratification de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac

Laurence a fait un travail de suivi du rapport sur son postulat « santé des femmes : pour une meilleure prise en compte de leurs spécificités ». Contacts avec un certain nombre de professionnel-les de la santé qui s'engagent dans ce domaine pour appliquer différentes recommandations. Il reste le problème des moyens parfois trop limités pour la mise en œuvre de mesures efficaces.

#### **Egalité :**

- Interpellation : Pénurie de femmes dans les domaines scientifiques
- Interpellation : Convention internationale des droits humains des personnes âgées. La Suisse doit y participer.

#### **Politique internationale :**

- Motion : Respect du droit international humanitaire à Gaza
- Interpellation : Il faut cesser toute collaboration militaire avec Israël et appliquer la décision de la CPI (Cour pénale internationale)
- Interpellation : Soutien à la Global Sumud Flotilla et poursuite de l'action pour la solidarité
- Interpellation : Fin de l'accréditation des médias étrangers auprès du DFAE.

Laurence a déposé 18 questions portant sur divers sujets tels que les conflits à Gaza et au Soudan, la Genève internationale, les relations avec les USA, la peine de mort et les exécutions dans certains pays et le soutien aux personnes âgées.

### **4) Déplacements parlementaires**

Ouzbékistan : délégation de l'UIP (Union interparlementaire)

Bruxelles : voyage de la commission de politique extérieure

# Christian Dandrès, Conseiller national

## 1) Mandats parlementaires

Christian Dandrès siège au sein de la Commission des affaires juridiques.

Christian s'est notamment engagé dans le suivi de son postulat de commission destiné à mettre en place un Tribunal de la famille précédé d'une instance de conciliation. Ce projet accepté par la Commission et soutenu en partie par le Conseil fédéral pourrait être complété par une déclinaison cantonale à Genève. Christian s'y est engagé aux côtés d'Avenir famille, une coalition d'associations et d'institution dont le Mouvement populaire des familles.

## 2) Mandats extraparlimentaires

- SSP-VPOD, président national
- ASLOCA Suisse, membre du Comité
- AVIVO Genève, membre du Comité

## 3) Travail parlementaire

### **Logement :**

- Initiative parlementaire « Mesure d'accompagnement pour protéger les locataires »
- Motion « Sécuriser la remise de commerce (transfert de bail) »

Concernant le logement, la Commission a achevé de traiter les dernières propositions destinées à affaiblir la protection contre les résiliations de bail. Il a été possible, à la suite du succès en votation populaire en novembre 2024, d'obtenir le retrait d'un des textes et le classement du dernier.

Toujours dans le domaine de la protection des locataires, Christian a cherché à améliorer celle des locataires commerciaux en lien avec les remises de commerce (25.4282) ainsi que d'obtenir des mesures d'accompagnement également dans le domaine du logement (25.495).

### **Santé – social :**

- Interpellation « Le financement hospitalier étouffe-t-il les hôpitaux publics au profit d'oligopoles de cliniques privées ? »
- Motion « Certificats médicaux sollicités par l'employeur »
- Postulat « LAMal. Garantir les droits démocratiques en matière de planification des soins »
- Interpellation « Conséquences de la révision de la LPP de 2010 (institutions de prévoyance des corporations de droit public) »
- Interpellation « Garantir les droits de l'enfant sur l'ensemble du territoire »
- Interpellation « Adapter les contingents pour les anciens salariés de la Genève internationale »

Dans la continuité du référendum lancé par le SSP-VPOD contre le pouvoir donné aux caisses-maladies, Christian s'est attaqué à la volonté des caisses de casser le service public hospitalier au profit de grands groupes privés dans le domaine des soins ambulatoires (25.4875, 25.4364).

Christian a aussi porté au Conseil national les revendications des mobilisations des professionnels du secteur social afin de maintenir un droit pénal des mineurs adaptés à la réalité des enfants et des jeunes. Il a défendu la position du Groupe parlementaire contre la volonté de la droite d'alourdir les sanctions pénales, en recherchant à conserver la logique des peines axées notamment sur la réinsertion.

#### **Politique internationale :**

- Interpellation « Investissements de la Suva et de Publica liés à Israël et aux territoires palestiniens »
- Interpellation « Restitution de créances compensatrices »

Christian a activement collaboré avec Public Eye pour contrer la volonté de réduire à néant les objectifs de la loi sur la transparence destinée à lutter contre le blanchiment d'argent. En parallèle, il a continué le travail afin d'obtenir l'utilisation en faveur des populations lésées par la corruption de l'argent des créances compensatrices (25.3472). Ce sont près de 900 millions de francs liées aux procès gagnés contre les multinationales actives dans le domaine de matières premières (Gunvor, Glencore, etc.)

## **Estelle Revaz, Conseillère nationale**

### **1) Mandat parlementaire :**

Estelle Revaz est membre de la commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC).

### **2) Mandats extraparlimentaires**

- Suisseculture (faitière romande des actrices et acteurs culturels professionnels et travailleuses et travailleurs des médias), présidente
- Groupe parlementaire femmes, co-présidente
- Conseil des Suisses de l'étranger, déléguée

### **3) Travail parlementaire :**

Estelle Revaz a défendu les objets suivants :

- Famille : Travail en commission, et rapporteure au plenum sur la loi concernant l'accueil extra-familial (création de l'allocation de garde et mise en place de programmes d'impulsion dans les cantons pour améliorer l'offre).
- Culture : Motion pour le maintien d'un financement suffisant de la Confédération au Musée international de la Croix-Rouge (a permis de trouver une solution pour le financement du Musée et de maintenir l'ancrage fédéral).
- Emplois – Formation continue : Motion de commission pour une stratégie nationale de formation continue et de reconversion professionnelle (gagnée en commission, en attente de traitement au plenum du National).

- Égalité : Postulat pour une analyse approfondie des inégalités de revenu non expliquées entre les entrepreneuses et les entrepreneurs - estimées à plus de 20% (texte co-déposé par tous les partis).
- Numérique : Postulat pour étudier la faisabilité et les impacts d'une "e-Residency" suisse (signé par tous les partis). Objectif : augmenter la compétitivité internationale et créer des emplois.
- Innovation : Interpellations pour trouver des solutions aux départs massifs de nos start-ups aux Etats-Unis et ainsi encourager la souveraineté technologique suisse. Motion pour la création d'un fonds privé-public pour l'innovation (co-signé par plus de 100 parlementaires, en attente de traitement au plenum).
- Suivi en commission et par le biais de l'heure des questions : évolution des inégalités salariales.